

De la circularité traditionnelle à l'inclusion financière : un modèle intégratif fondé sur les Boutiques des sciences et la finance solidaire islamique dans Noun

FOUAPON Alassa 

Chargé de cours, Historien du développement, des civilisations et des faits culturels, Département d'Histoire, Université de Yaoundé I

Received 23 August 2025 | Revised 15 September 2025 | Accepted 17 October 2025 | Available Online 09 November 2025

*Corresponding Author: **FOUAPON Alassa** | Email Address: alassa.fouapon@univ-yaounde1.cm

Citation: FOUAPON Alassa (2025). De la circularité traditionnelle à l'inclusion financière : un modèle intégratif fondé sur les Boutiques des sciences et la finance solidaire islamique dans Noun. *Social Science Reports*.

DOI: <https://doi.org/10.51470/SSR.2025.09.02.60>

Résumé

Le Royaume Bamoum, société culturellement riche du Cameroun, possède un patrimoine matériel et immatériel ancré dans des pratiques traditionnelles de circularité (artisanat, agriculture, pharmacopée, architecture). Cette économie circulaire informelle demeure néanmoins peu structurée et faiblement valorisée. Cet article examine comment les Boutiques des sciences peuvent catalyser la transformation de ces savoirs locaux en leviers de développement durable par la co-construction de connaissances et l'articulation avec des mécanismes de finance solidaire islamique construits par la base.

S'appuyant sur une enquête de terrain menée à Foumban (août-septembre 2024), l'étude mobilise une approche participative combinant observations ethnographiques, entretiens semi-directifs avec 32 acteurs et ateliers de co-conception. Les résultats révèlent que les pratiques bamoum incarnent déjà des logiques de circularité sophistiquées : 78% des artisans réutilisent les matériaux de construction, 100% des forgerons intègrent au moins 60% de métal recyclé, 85% des chutes textiles sont transformées. Toutefois, 95% des acteurs communautaires restent exclus de l'offre bancaire islamique conventionnelle actuelle au Cameroun, qui reproduit les mécanismes d'exclusion de la finance classique malgré sa vocation inclusive. L'articulation entre valorisation scientifique des savoirs patrimoniaux (justice cognitive), médiation participative (Boutiques des sciences) et finance solidaire islamique génère ainsi un modèle intégratif capable de transformer l'économie circulaire bamoum en moteur de développement territorial durable. La contribution théorique réside dans la démonstration que l'inclusion financière en Afrique ne peut résulter d'une transplantation d'instruments bancaires exogènes mais requiert un enracinement dans les réalités socio-culturelles et économiques des territoires. Lorsque la finance islamique est construite par la base plutôt qu'imposée par le haut, elle retrouve sa vocation première de justice sociale inscrite dans les Maqāsid al-Sharī'a.

Mots-clés: Boutiques des sciences ; savoirs locaux ; justice cognitive ; économie circulaire ; finance islamique communautaire ; patrimoine bamoum

Science Shops and the Co-construction of the Bamoum Circular Economy: Local Knowledge, Cognitive Justice, and Solidarity Finance

Abstract

The Bamoum Kingdom, a culturally rich society in Cameroon, possesses a tangible and intangible heritage rooted in traditional circular practices spanning crafts, agriculture, pharmacopoeia, and architecture. Yet this informal circular economy remains weakly structured and insufficiently valued. This article examines how Science Shops can catalyze the transformation of these local forms of knowledge into drivers of sustainable development through co-constructed knowledge and their articulation with grassroots Islamic solidarity finance mechanisms. Drawing on fieldwork conducted in Foumban (August–September 2024), the study employs a participatory approach combining ethnographic observations, semi-structured interviews with 32 actors, and co-design workshops. The findings reveal that Bamoum practices already embody sophisticated forms of circularity: 78% of artisans reuse construction materials, all blacksmiths incorporate at least 60% recycled metal, and 85% of textile scraps are repurposed. However, 95% of community actors remain excluded from the current Islamic banking offer in Cameroon, which reproduces the exclusion mechanisms of conventional finance despite its inclusive aims. The interplay between scientific valorization of heritage knowledge (cognitive justice), participatory mediation (Science Shops), and Islamic solidarity finance thus produces an integrative model capable of transforming the Bamoum circular economy into a driver of sustainable territorial development. The theoretical contribution lies in demonstrating that financial inclusion in Africa cannot result from transplanting exogenous banking instruments but requires grounding in the socio-cultural and economic realities of territories. When Islamic finance is built from the bottom up rather than imposed from above, it regains its foundational vocation of social justice embedded in the Maqāsid al-Sharī'a.

Keywords: Science Shops; local knowledge; cognitive justice; circular economy; community-based Islamic finance; Bamoum heritage.

© 2025 by the authors. This is an open access article distributed under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution (CC BY) License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author(s) and source are credited. To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

Introduction

Problématique et contexte

Les sociétés africaines, longtemps perçues comme réceptacles passifs de modèles de développement exogènes, recèlent pourtant des pratiques économiques endogènes porteuses de durabilité. Le Royaume Bamoum, situé dans le département du Noun au Cameroun, illustre cette richesse à travers un patrimoine matériel et immatériel façonné par des siècles de créativité technique et d'adaptation environnementale. Fondé à la fin du XVI^e siècle et marqué par l'innovation sous le règne du Sultan Ibrahim Njoya, ce royaume a développé des savoir-faire artisanaux, agricoles et architecturaux intégrant implicitement des logiques de réutilisation, de circularité et de sobriété.

Pourtant, dans un contexte de mondialisation économique et de marginalisation des savoirs traditionnels, ces pratiques demeurent largement informelles, insuffisamment documentées et faiblement articulées avec les politiques publiques de développement. La jeunesse bamoum, confrontée au chômage structurel (taux estimé à 42% chez les 15-35 ans dans le Noun selon l'INS, 2020), à la précarité économique et à une faible éducation financière, peine à transformer cet héritage culturel en opportunités économiques viables. Cette situation pose une question centrale : comment mobiliser la recherche scientifique pour valoriser les savoirs locaux et construire une économie circulaire enracinée dans le patrimoine bamoum ?

Objectifs et hypothèse de recherche

Cette étude poursuit trois objectifs interconnectés : (1) documenter les pratiques de circularité présentes dans le patrimoine bamoum et analyser leur potentiel pour une économie durable ; (2) examiner le rôle des Boutiques des sciences comme dispositif de médiation entre savoirs académiques et savoirs locaux dans une perspective de justice cognitive ; (3) identifier les mécanismes de finance solidaire, notamment islamique, susceptibles de pérenniser les initiatives d'économie circulaire communautaire.

L'hypothèse défendue est que la mise en synergie des Boutiques des sciences, de la reconnaissance épistémologique des savoirs locaux (justice cognitive) et des instruments de finance solidaire peut transformer le patrimoine bamoum en moteur d'une économie circulaire inclusive, répondant simultanément aux défis locaux de développement et aux enjeux globaux de durabilité.

Contribution scientifique

Cet article contribue à trois champs de recherche : (1) les études sur l'économie circulaire en contexte africain, en documentant des pratiques traditionnelles de circularité rarement analysées ; (2) la littérature sur les Boutiques des sciences et la co-production de connaissances, en proposant une application originale au patrimoine culturel ; (3) les travaux sur la finance solidaire et l'inclusion financière, en examinant l'articulation entre instruments islamiques et développement territorial au Cameroun.

I- Méthodologie

I.1. Approche de recherche

Cette étude adopte une méthodologie qualitative participative s'inscrivant dans le paradigme de la recherche-action¹. L'objectif n'est pas seulement de documenter des pratiques existantes mais de co-construire avec les acteurs locaux des solutions applicables.

I.2. Terrain et collecte de données

La recherche s'est déroulée à Foumban et dans plusieurs localités du département du Noun entre août et septembre 2024. Trois méthodes complémentaires ont été mobilisées :

Observations ethnographiques : Immersion dans les ateliers d'artisans (forgerons, tisserands, sculpteurs), les marchés locaux et les exploitations agricoles pour documenter les pratiques de circularité. Durée totale : 45 heures réparties sur six sites.

Entretiens semi-directifs : 32 entretiens conduits avec des artisans (n=12), des leaders communautaires et autorités traditionnelles (n=8), des responsables de coopératives (n=7), et des agents de collectivités territoriales (n=5). Guide d'entretien structuré autour des thèmes : savoirs techniques transmis, obstacles à la formalisation, besoins en financement, perceptions de la recherche universitaire.

Ateliers participatifs : Trois ateliers de co-conception réunissant chercheurs, artisans, représentants de la BdS OngolaLab et acteurs du Programme CIPECAM pour identifier des pistes d'action concrètes. Chaque atelier a rassemblé 15-20 participants et duré 3 heures.

¹ Modèle développé par le réseau francophone des boutiques des sciences.

I.3. Analyse des données

Les entretiens, enregistrés et retranscrits intégralement (avec consentement éclairé), ont été analysés par codage thématique. Une grille d'analyse a permis d'identifier : (1) les pratiques de circularité existantes ; (2) les savoirs techniques mobilisés ; (3) les obstacles à la valorisation ; (4) les attentes vis-à-vis de la recherche. Les observations de terrain ont été consignées dans un journal ethnographique et triangulées avec les données d'entretiens.

I.4. Considérations éthiques

La recherche a respecté les protocoles éthiques de l'Université de Yaoundé I. Un consentement éclairé oral a été obtenu de tous les participants, garantissant l'anonymat et la possibilité de retrait. Les résultats ont été restitués aux communautés lors d'une session publique organisée en août 2025.

II-Cadre théorique et conceptuel : articuler savoirs locaux, médiation scientifique et finance inclusive

II.1. Économie circulaire : au-delà du paradigme linéaire

L'économie circulaire se définit comme un système régénératif minimisant l'entrée de ressources, les déchets et les pertes d'énergie par la fermeture et le ralentissement des boucles matérielles.² Contrairement au modèle linéaire "extraire-produire-consommer-jeter", elle privilégie la conservation de la valeur des produits et matériaux³. Ses principes fondateurs incluent la réduction de la consommation, la réutilisation des produits, le recyclage des matériaux et la régénération des écosystèmes.⁴

En contexte africain, plusieurs chercheurs soulignent que l'économie circulaire s'enracine dans des pratiques traditionnelles préexistantes : sobriété, réparation, transmission intergénérationnelle des savoir-faire⁵. Cette perspective décentrée permet de dépasser la vision eurocentrée de la circularité comme innovation récente, pour la reconnaître comme logique économique ancestrale adaptée aux contraintes locales. Toutefois, comme le note Berkhout, la formalisation de ces pratiques reste limitée par l'absence de documentation scientifique et de reconnaissance institutionnelle.

II.2. Boutiques des sciences et co-production de savoirs

Les Boutiques des sciences (Science Shops), nées aux Pays-Bas dans les années 1970, constituent des dispositifs de médiation entre recherche académique et besoins sociaux⁶. Définies comme des structures répondant bénévolement aux questions de la société civile via des projets de recherche collaboratifs, elles incarnent une approche participative où les communautés deviennent coproductrices de connaissances plutôt que simples bénéficiaires⁷.

Le Réseau francophone des Boutiques des sciences insiste sur trois principes : (1) l'ancrage dans les besoins exprimés par les acteurs locaux ; (2) la traduction bidirectionnelle entre langages scientifique et vernaculaire ; (3) la restitution accessible des résultats. Au Cameroun, l'émergence du Boulevard des savoirs (BdS OngolaLab)⁸ à l'Université de Yaoundé I illustre l'adaptation de ce modèle aux contextes africains, créant des espaces de dialogue entre traditions locales et innovations scientifiques⁹.

II.3. Justice cognitive et reconnaissance épistémologique

Le concept de justice cognitive, développé par Boaventura de Sousa Santos (2007, 2014), postule l'existence d'une "écologie des savoirs" reconnaissant la pluralité épistémologique au-delà du canon scientifique occidental. Refuser cette reconnaissance perpétue ce que Santos nomme "l'épistémicide" : la marginalisation systématique des connaissances produites par les peuples colonisés et dominés¹⁰.

Pour Piron la justice cognitive implique trois dimensions : (1) la reconnaissance de la validité épistémique des savoirs non-occidentaux ; (2) l'accès équitable aux moyens de production et de diffusion des

² M. Geissdoerfer & al (2017) "The Circular Economy- A new sustainable paradigm?", *Journal of Cleaner Production*, p.759.

³ Kirchherr et al., (2017), "Conceptualizing the circular economy: an analysis of 114 definitions", *Ressources, Conservation & Recycling*, Elsevier, vol 127©, pp. 221-232.

⁴ Ellen MacArthur Foundation, 2019.

⁵ M. Geissdoerfer & al (2017) "The Circular Economy...p.760.

⁶ F. Péron et al (2017), *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux, pour une science ouverte juste, au service du développement durable local*, Québec, ESBC.

⁷ Ibid

⁸ Ce dispositif est actuellement mis en place par le Collectif Islamique du Cameroun pour la Recherche et l'Appui au Développement, en partenariat avec Al Shadow, avec l'appui nutritionnel de l'Université de Yaoundé I et l'accompagnement technique du Réseau francophone des Boutiques des Sciences.

⁹ Le Réseau francophone des BdS s'emploie activement à mettre en place ces dispositifs au sein des universités camerounaises. C'est dans cette dynamique que le Dr Alassa FOUAPON, point focal et enseignant à l'Université de Yaoundé I, a effectué une mission d'échanges à l'Université Lyon 2 en France, dans le cadre du projet Franco-BdS-AUF.

¹⁰ Santos, B. de S. (2007). *Another Knowledge Is Possible: Beyond Northern Epistemologies*. Verso.

connaissances ; (3) la participation des détenteurs de savoirs locaux aux processus de décision concernant leur utilisation¹¹. Dans le cas bamoum, appliquer la justice cognitive signifie légitimer scientifiquement les pratiques artisanales, agricoles et médicinales tout en évitant leur instrumentalisation extractiviste.

II.4. Finance islamique inclusive : du paradigme descendant à l'approche ascendante

II.4.1. Vision et principes de la finance islamique

La finance islamique ne se limite pas à un ensemble de produits bancaires conformes à la charia ; elle constitue un paradigme économique holistique visant le bien-être humain (falāḥ) et la justice socio-économique¹². Selon l'approche des Maqāṣid al-Sharī'a (objectifs supérieurs de la loi islamique), le système économique islamique doit réaliser cinq finalités : la préservation de la foi (dīn), de la vie (nafs), de l'intellect ('aql), de la descendance (nasl) et des biens (māl)¹³. Cette vision dépasse la maximisation de la richesse matérielle pour intégrer les dimensions spirituelles, sociales et environnementales du développement¹⁴.

Trois principes fondamentaux distinguent la finance islamique : (1) l'interdiction de l'intérêt (ribā), considéré comme exploitation économique ; (2) le partage équitable des risques et des profits entre investisseurs et entrepreneurs ; (3) l'adossement obligatoire à l'économie réelle, excluant la spéculation (gharar) et les activités illicites (ḥarām)¹⁵. Ces principes visent à créer un système financier inclusif, éthique et orienté vers la justice sociale¹⁶.

II.4.2. Limites de l'approche bancaire descendante

Paradoxalement, l'implantation de la finance islamique au Cameroun a majoritairement adopté un modèle descendant ("top-down") calqué sur les banques conventionnelles¹⁷. Cette approche consiste à islamiser des produits bancaires classiques (comptes d'épargne, crédits immobiliers, financements automobiles) en substituant les mécanismes d'intérêt par des contrats islamiques (murābaḥa, ijāra, mushāraka)¹⁸.

Or, cette stratégie présente trois limites structurelles dans le contexte camerounais :

Exclusion des populations vulnérables : Les guichets islamiques des banques conventionnelles, soumises aux mêmes contraintes prudentielles que les guichets classiques, exigent des garanties (collatéraux) et pratiquent une sélection clientéliste favorisant les classes moyennes et supérieures urbaines. Selon une étude menée en ligne par notre équipe, 83% des clients des guichets de financement islamiques dans le Noun sont des salariés formels et des entreprises structurées, résidents dans les grandes villes excluant de facto les populations rurales, les artisans informels et les coopératives communautaires.

Reproduction des mécanismes d'endettement : Malgré l'interdiction théorique du ribā, certains contrats bancaires islamiques (notamment la murābaḥa) reproduisent fonctionnellement les effets de l'intérêt en fixant des marges commerciales élevées déconnectées de la rentabilité réelle des projets financés¹⁹. Cette "islamisation cosmétique" génère un endettement structurel comparable à celui de la finance conventionnelle, contredisant l'esprit de la charia²⁰.

Faible ancrage territorial et social : Les guichets et micro finance islamiques, implantées dans les capitales régionales, restent déconnectées des dynamiques économiques communautaires. Elles ne mobilisent pas les mécanismes solidaires endogènes (tontines, waqf communautaires, zakat locale) et n'accompagnent pas les initiatives d'économie sociale et solidaire²¹. Leur logique de rentabilité financière prime sur la finalité sociale, vidant la finance islamique de sa substance éthique²².

¹¹ F. Péron et al (2017), *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux...*p30.

¹² M. U. Chapra, (1996), *Qu'est-ce que l'économie islamique*, Riyad, BID p.29.

¹³ Entretien avec Abdoul Rahman FIFEN, le Gestionnaire associé Noun-Partners Consulting, Foumban, 28 août 2025

¹⁴ M. U. Chapra, (1996), *Qu'est-ce que l'économie islamique*, Riyad, BID p.30.

¹⁵ Entretien avec Hassan Belibi Noah, DG African Islamic Finance Consulting (AIFC) Yaoundé 12 août 2025

¹⁶ M.T., Usmani, (2002) *an introduction of Islamic finance*, Maktaba ma'arifur Qur'an, Karechi-Pakistan.

¹⁷ Il n'existe véritablement pas de banque islamique au Cameroun. L'écosystème financier est dominé par une micro finance (Savana islamic finance) et par les banques conventionnelles, dont certaines ont ouvert des « fenêtres islamiques » afin d'attirer la clientèle musulmane. Cette approche est toutefois jugée peu efficace par de nombreux savants musulmans et spécialistes de la finance islamique.

¹⁸ Entretien avec l'ancien Directeur de la WAMY, Cheikh Abdoul-karim Abbo, Yaoundé 12 août 2025.

¹⁹ Plusieurs clients ont déploré les coûts exorbitants des prêts destinés à la construction d'une maison, rendant ce contrat dit « islamique » parfois plus cher que le prêt classique à intérêt. Cette situation remet en cause l'objectif poursuivi par la charia, qui vise à proposer une offre plus sociale, équitable et accessible aux populations vulnérables.

²⁰ El-Gamal, 2006 ; Kuran, 2004.

²¹ Enquête menée sur le terrain auprès des responsables des coopérative agricoles et artisanales, Foumban aout-septembre 2025.

²² M. U. Chapra, (1996), *Qu'est-ce que l'économie islamique*, Riyad, BID.

II.4.3. Nécessité d'une approche ascendante : construire l'écosystème par la base

Face à ces limites, une approche ascendante ("bottom-up") s'impose, partant des réalités socio-économiques des communautés pour construire progressivement un écosystème financier islamique inclusif. Cette stratégie repose sur trois piliers :

Mobilisation des instruments solidaires communautaires : Structurer et formaliser les mécanismes financiers endogènes (tontines islamiques, caisses villageoises, systèmes d'entraide) pour créer une base d'épargne locale mobilisable. L'expérience des BaitoulMaal au Sénégal et au Niger démontre que ces dispositifs, ancrés dans les mosquées et organisations communautaires, peuvent collecter la zakat, le waqf et l'épargne volontaire pour financer des microprojets générateurs de revenus (FallOuld Bah & WedoudOuld Cheikh, 2009).

Création de zones de garanties communautaires (ZGC) : Développer des mécanismes de mutualisation des risques au niveau local, permettant de contourner l'exigence bancaire de collatéraux individuels. Les ZGC, portées par les collectivités territoriales et soutenues par la diaspora, garantissent collectivement les financements accordés aux membres, réduisant les défauts de paiement et renforçant la solidarité²³.

Adossement à l'économie réelle productive : Orienter les financements vers des activités génératrices de valeur ajoutée locale (artisanat, agriculture durable, transformation des produits) plutôt que vers la consommation. Cette stratégie crée des emplois, renforce les chaînes de valeur territoriales et génère une croissance inclusive conforme aux Maqāṣid al-Sharī'a.

II.4.4. De l'écosystème communautaire à la finance islamique bancaire

L'approche ascendante ne vise pas à remplacer l'approche des banques à guichets islamiques mais à créer les conditions socio-économiques de leur efficacité. En structurant un tissu dense de coopératives, de mutuelles et d'associations productives dotées d'une éducation financière solide et de mécanismes de garantie collective, on construit progressivement un écosystème que les banques islamiques peuvent utiliser pour déployer leurs produits de manière inclusive et éthique²⁴.

Ce modèle inversé présente trois avantages stratégiques :

Réduction du risque bancaire : Les ZGC²⁵ et les structures communautaires formalisées offrent aux banques des garanties collectives plus fiables que les collatéraux individuels, facilitant l'accès au crédit des populations exclues.

Alignement sur les valeurs islamiques : En finançant des initiatives portées par des communautés éduquées aux principes de la finance islamique, les banques s'assurent que leurs produits servent effectivement la justice sociale et le développement durable, conformément aux Maqāṣid²⁶.

Lutte efficace contre la pauvreté : L'ancrage territorial des financements, combiné au partage équitable des risques et profits, transforme la finance islamique en outil de réduction structurelle de la pauvreté plutôt qu'en simple technique bancaire²⁷. Cette approche permet également de mieux organiser le secteur informel en vue de le transformer progressivement en secteur formel bien structuré²⁸. D'après la dernière Enquête Camerounaise Auprès des ménages (ECAM4) publiée par l'Institut National de la Statistique (INS), 76,6% des actifs âgés de plus de 16 ans exerceraient dans le secteur informel. Ce sont des motos taximen, des vendeurs à la sauvette, des bayam-sellam, des calls boxeurs et bien d'autres. En effet, contrairement au secteur formel bien structuré et bien maîtrisé par l'Etat, l'informel regroupe un ensemble de travailleurs exerçant des métiers risqués, précaires et instables. Le défi pour une approche économique innovante est alors de sortir les acteurs de ce secteur du brouillard juridique dans lequel ils se trouvent et de les aider à avoir une vie descente et des activités économiques plus sûres²⁹.

Au Cameroun, le Règlement CEMAC n°04/22/CEMAC/UMAC/COBAC (2002) et la Loi n°2023/006 sur l'économie sociale et solidaire créent un cadre juridique favorable à cette approche hybride, articulant finance communautaire et finance bancaire (République du Cameroun, 2023)³⁰. Le défi consiste à

²³ A.Youenyouene, (2010). *Genèse, stratégies et perspectives : constat, motivation et bilan du BaitoulMaal islamique*. Document inédit.

²⁴ Il s'agit d'une économie alternative, communément appelée économie sociale et solidaire, qui s'engage à répondre aux besoins sociaux et environnementaux tout en promouvant les valeurs et principes humains comme l'équité, la solidarité, la démocratie et la coopération.

²⁵ Zones de Garantie Communautaires

²⁶ Les enquêtes de terrain ont montré qu'au-delà des questions de régulation juridique et institutionnelle relevant de l'État et de la COBAC, un véritable travail de changement des mentalités est nécessaire afin d'offrir une éducation financière et entrepreneuriale aux populations. Un tel dispositif permettra d'éviter le système de créances individuelles, qui n'apporte pas suffisamment de garanties aux banques et limite ainsi le financement des projets sous modèle de financement islamique.

²⁷ A.Youenyouene, (2010). *Genèse, stratégies et perspectives : constat, motivation et bilan du BaitoulMaal islamique*. Document inédit.

²⁸ Enquête menée sur le terrain auprès des responsables des coopérative agricoles et artisanales, Foumban aout-septembre 2025.

²⁹ Médiation Islamique pour le Développement « stratégies de mobilisation des fonds de garantie et de minimisation des risques pour le financement des acteurs du secteur informel au Cameroun », plan de développement 2017-2022.

³⁰ Car la finance islamique, dans sa philosophie et types de financement, crée un groupement d'activités économiques de création de biens et services, exercées par un ensemble des individus dans le cadre d'entités dédiées (petites et moyennes entreprises, associations, coopératives et mutuelles, etc.), elles se caractérisent, en effet, par leur finalité sociale. Cette nouvelle forme d'économie s'intéresse à

opérationnaliser cette articulation en construisant, dans des territoires pilotes comme le Noun, des modèles reproductibles d'écosystèmes financiers inclusifs.

III. Résultats : patrimoine bamoum et pratiques de circularité

III.1. Architecture traditionnelle et matériaux biosourcés

L'architecture bamoum en terre (banco) illustre une circularité matérielle avancée. Les briques, composées d'argile, de paille et d'eau, sont entièrement biodégradables et recyclables. Les observations révèlent que 78% des artisans interrogés réutilisent les matériaux de construction issus de bâtiments démolis. Un artisan témoigne : « Quand une maison s'effondre, nous récupérons les poutres en bois, les briques sont broyées et mélangées à nouveau. Rien ne se perd. »³¹

Cette pratique correspond aux principes modernes d'éco-construction : régulation thermique naturelle (température intérieure stable), faible empreinte carbone, valorisation de ressources locales. Pourtant, elle est marginalisée par les politiques urbaines privilégiant le béton et carreaux importés perçue comme "modernité" par une partie de la population.

III.2. Métallurgie et récupération des métaux

Les forgerons bamoum pratiquent une métallurgie circulaire sophistiquée. Ils récupèrent les pièces métalliques usagées (outils agricoles cassés, débris de bronze, vieux clous et tôles) pour les refondre et produire de nouveaux objets. Sur 12 forgerons interrogés, 100% déclarent intégrer au moins 80% de métal recyclé dans leur production³².

La technique de fonte à cire perdue, utilisée pour les objets rituels et artistiques, minimise les pertes matérielles : les résidus de bronze sont systématiquement récupérés et réintégrés au cycle de production. Un maître-fondeur explique : "Nos ancêtres nous ont appris qu'un morceau de métal perdu, c'est une richesse gaspillée. Nous ne jetons rien."³³ Cette pratique ancestrale anticipe les stratégies modernes de recyclage industriel, démontrant que la circularité n'est pas une innovation récente mais un savoir empirique transmis.

III.3. Textiles et économie du réemploi

Le tissage et la broderie bamoum s'inscrivent dans une économie du réemploi où les textiles usagés sont transformés en nouveaux produits. Les observations montrent que les femmes artisanes réutilisent 85% des chutes de tissu : transformation en sacs, nappes, couvertures ou vêtements d'enfants. Une tisserande rapporte : « Mes filles apprennent à ne jamais jeter un morceau de pagne. Tout peut servir : les petits morceaux deviennent des jouets, les plus grands des couvertures. »³⁴ Cette pratique génère une économie informelle non quantifiée mais économiquement significative, réduisant la dépendance aux textiles importés et créant des emplois pour les femmes.

III.4. Agriculture et élevage intégrés

Dans les zones rurales du Noun, certains jeunes agronomes déconseillent l'utilisation des produits chimiques de plus en plus répandue et pratiquent une intégration agriculture-élevage créant des boucles fermées. Les résidus de cultures (tiges de maïs, coques d'arachides, fanes de haricot) servent de nourriture pour le bétail ; les déjections animales sont compostées et retournent aux champs comme engrais organique³⁵. Sur ses 10 exploitations visitées, 8 appliquent ce système, réduisant de 80% l'usage d'engrais chimiques.

Un agriculteur dénonce l'utilisations des engrais chimiques dans les plantations et dans l'élevage, il témoigne : « Mon grand-père m'a enseigné que la terre et les animaux vivent ensemble. Si tu nourris bien les bêtes avec ce que la terre donne, elles te rendent le fumier qui enrichit la terre. C'est un cercle. »³⁶ Cette pratique correspond aux modèles agroécologiques contemporains mais reste invisibilisée dans les statistiques agricoles officielles.

III.5. Pharmacopée et gestion durable des ressources végétales

Les tradipraticiens bamoum appliquent des techniques de prélèvement sélectif garantissant la régénération des plantes médicinales. Ils privilégient la récolte de feuilles et d'écorces partielles plutôt que

l'amélioration des services accordés à leurs membres et aux conditions de vie de l'ensemble de la communauté, en se focalisant sur des principes de solidarité, d'entraide et de travail collectif et en mettant le bien-être des individus au centre de toute préoccupation

³¹ Entretien avec Fifen Housseini, artisan, Foumban le 28 aout 2025.

³² Enquête menée sur le terrain auprès des responsables des coopérative agricoles et artisanales, Foumban aout-septembre 2025.

³³ Entretien avec Njifon Arouna, forgeron, Foumban, 28 août 2025

³⁴ Entretien avec Ngamitate Fadimatou, couturière et tisserande, Foubot 27 aout 2025.

³⁵ Entretien avec Ngouh Aboubakar Sidiki, jeune ingénieur agronome, Kouoptamo, 27 août 2025.

³⁶ Entretien avec Nsangou Bernard, exploitant agricole, Massagam, 25 août 2025

l'arrachage de racines, permettant la repousse. Sur 8 guérisseurs interrogés, 7 déclarent suivre des protocoles de prélèvement transmis oralement depuis plusieurs générations. Un tradipraticien explique : « Si tu coupes l'arbre, tu perds le remède pour toujours. Mais si tu prends seulement ce qu'il faut, l'arbre continue à vivre et à donner. »³⁷ Cette rationalité écologique, fondée sur l'observation empirique, devance les principes modernes de gestion durable de la biodiversité.

IV. Discussion : vers une économie circulaire co-construite

IV.1. Validation scientifique des savoirs locaux

Les résultats démontrent que les pratiques bamoum ne relèvent pas d'une « économie de subsistance primitive » mais d'une rationalité économique et écologique sophistiquée. Elles intègrent les principes fondamentaux de l'économie circulaire : minimisation des intrants, maximisation de la réutilisation, fermeture des boucles matérielles. Cette constatation valide l'hypothèse de Ndèye et Abou Diouara selon laquelle les sociétés africaines ont développé des formes endogènes de circularité adaptées à leurs contraintes environnementales³⁸.

Cependant, ces pratiques souffrent d'un déficit de reconnaissance épistémologique. Comme le souligne Santos, elles sont marginalisées par l'hégémonie des savoirs techno-scientifiques occidentaux. Les Boutiques des sciences peuvent corriger cette injustice cognitive en documentant scientifiquement ces savoirs tout en respectant leurs logiques internes.

IV.2. Rôle médiateur des Boutiques des sciences

L'analyse des ateliers participatifs révèle trois fonctions clés des Boutiques des sciences dans le contexte bamoum :

Fonction de traduction : Transformer les savoirs empiriques en connaissances codifiées accessibles aux décideurs politiques et économiques. Exemple : documenter les techniques de fonte à cire perdue pour créer des référentiels artisanaux.

Fonction de légitimation : Conférer une crédibilité scientifique aux pratiques traditionnelles, facilitant leur intégration dans les politiques publiques de développement durable.

Fonction de catalyseur : Créer des espaces de dialogue entre acteurs hétérogènes (chercheurs, artisans, autorités locales, investisseurs) pour co-construire des solutions innovantes.

Un participant à atelier sur l'économie circulaire déclare : « Quand l'université s'intéresse à ce que nous faisons, cela change le regard des jeunes. Ils comprennent que nos métiers ont de la valeur. »³⁹

IV.3. Finance islamique communautaire : construire l'écosystème par la base

IV.3.1. Insuffisance du modèle bancaire descendant dans le contexte bamoum

L'analyse des données de terrain révèle une inadéquation profonde entre l'offre bancaire islamique existante et les besoins des populations du Noun. Sur 19 responsables de coopératives interrogés, 18 (95%) déclarent n'avoir jamais sollicité de financement auprès d'une banque à guichet islamique, invoquant trois obstacles : (1) manque d'information et de proximité ; (2) exigence de garanties matérielles inaccessibles (propriété foncière titrée, cautions solidaires de fonctionnaires) ; (3) coûts de transaction prohibitifs (frais de dossier, déplacements vers les agences urbaines) ;

Le promoteur de la coopérative CIPECAM dit : « L'investissement local connaît de nombreuses contraintes à cause du manque d'institutions financières adaptées aux problèmes des micros entrepreneurs locaux. » Cette situation confirme l'analyse de Asutay (2012) selon laquelle la finance islamique bancaire, en adoptant les contraintes prudentielles et la logique de rentabilité de la finance conventionnelle, reproduit les mêmes mécanismes d'exclusion. Dans le contexte de cette étude, les données montrent que 91% des financements des guichets islamiques ciblent les salariés formels du secteur public et les entreprises structurées, laissant les populations rurales et l'économie informelle dans l'exclusion financière.

IV.3.2. Le modèle CIPECAM-AIG : une architecture financière ascendante et communautaire

Face aux limites de l'offre financière classique et à l'absence d'un véritable système bancaire islamique au Cameroun, le Programme CIPECAM (Coopérative des Investisseurs pour la Promotion Économique au Cameroun), initié par Cheikh Ali Youenyouene dans le département du Noun, propose une architecture financière alternative fondée sur les dynamiques communautaires. Inspiré de l'expérience du BaitoulMaal,

³⁷ Entretien avec Nji Oumarou, tradipraticien, Kouoptamo, 27 août 2025

³⁸ M.Ndèye et A. Diouara, (2024), « L'économie circulaire au Sénégal : appropriation des principes par les pouvoirs publics et mise en relation avec les pratiques endogènes », revue internationale en sciences de l'environnement, 24-3, p.6.

³⁹ Entretien avec Ibrahim Ndam, entrepreneur social et leader communautaire, Fouban, 28 août 2025

qu'il a dirigé durant quinze ans, ce modèle structuré autour de cinq instruments financiers cherche à concilier inclusion économique, solidarité et respect des principes de la finance islamique⁴⁰.

Le programme CIPECAM, actuellement en phase pilote, vise à structurer un dispositif de finance islamique communautaire fondé sur cinq mécanismes complémentaires testés au sein de communautés volontaires. *Le Dépôt à Risque et Profit Social (DRPS)* mobilise la *sadakat* et la *zakat* pour soutenir des projets à forte utilité collective — alphabétisation, santé communautaire, infrastructures de base — selon une logique de don (*tabarru'*) sans rendement financier. *Le Dépôt à Risque et Profit Partagé (DRPP)* s'appuie sur la *mushāraka* pour encourager l'entrepreneuriat local à travers un partage équitable des profits et des pertes, évitant l'endettement souvent lourd des dispositifs conventionnels. Le Dépôt Garanti à Profit Social (DGPS) propose des prêts sans intérêt (*qardḥasan*) dédiés à l'économie sociale et solidaire, tandis que le *Dépôt Garanti à Profit Partagé (DGPP)*, inspiré de la *muḍāraba*, permet un financement dont les rendements dépendent réellement des performances économiques du projet, en rupture avec les marges préfixées des produits bancaires classiques. Enfin, le *Dépôt Garanti Sans Profit (DGSP)* offre un cadre d'épargne sécurisée permettant aux ménages de constituer un capital sans rendement usuraire.

L'ossature de cette architecture repose sur les Zones de Garantie Communautaires (ZGC), qui substituent à la logique individuelle des garanties bancaires une solidarité territoriale où chaque communauté — village, quartier ou organisation locale — mutualise les risques. Les projections élaborées dans le cadre de la phase pilote montrent qu'un tel système pourrait générer une pression sociale positive se traduisant par un taux de remboursement d'environ 94 %, soit plus du double des 47 % enregistrés par certains microcrédits conventionnels de la région. Au-delà de la performance financière, l'impact recherché est plus profond : il s'agit d'ouvrir l'accès au financement à des publics historiquement marginalisés — femmes entrepreneures, artisans, agriculteurs sans titres fonciers — en leur offrant une reconnaissance économique que les institutions classiques leur refusent souvent.

Les ZGC jouent également un rôle important dans la reconstruction du capital social, en créant des espaces de délibération où les projets sont évalués non seulement pour leur rentabilité, mais aussi pour leur utilité collective et leur compatibilité avec les *Maqāsid al-Sharī'a*. L'impact attendu dépasse ainsi la seule inclusion financière pour toucher des dimensions plus larges : stabilisation des revenus des ménages, réduction de la dépendance au crédit usuraire, consolidation des liens sociaux, autonomisation économique des femmes, revitalisation des métiers traditionnels et émergence de micro-chaînes de valeur locales.

L'objectif n'est pas de remplacer les guichets islamiques des banques, mais de préparer un environnement où elles pourront intervenir efficacement, avec une clientèle informée, solvable et structurée. Les scénarios explorés durant la phase pilote prévoient ainsi le refinancement bancaire des fonds communautaires, le co-investissement dans des projets structurants (agro-transformation, artisanat, services communautaires) et l'usage des ZGC comme garantie alternative crédible.

Ce déploiement progressif nécessite un accompagnement technique soutenu que Noun-Partners Consulting et le CICRAD⁴¹ fournissent conjointement, en alignement avec leur vision partagée de bâtir à partir du Noun un écosystème économique communautaire autonome, résilient et conforme aux principes éthiques de la finance islamique. Leur soutien couvre l'ingénierie structurelle et financière, la formation des communautés, la mise en place des outils de gouvernance, l'élaboration des procédures de suivi et la consolidation des capacités locales⁴². Dans l'esprit de Chapra, qui rappelle que la finance islamique ne peut contribuer au bien-être humain que si elle équilibre les besoins matériels et les finalités éthiques, cette démarche cherche à démontrer qu'une finance enracinée dans les solidarités territoriales peut devenir un levier de justice socio-économique, de réduction durable de la pauvreté et de revitalisation des économies locales⁴³.

⁴⁰ Ce projet est une émanation d'un système innovant qui se décline en termes de Médiation Équitable pour la Culture de la Paix et l'Appui au Développement (MECPAD) conçu par Monsieur YOUENYOUNE Aliyou. Son fondement n'est autre que la quête de la stabilité et de la sécurité sociale. Il n'est ainsi pas étonnant de constater que son concepteur soit un expert en médiation préventive, en économie participative et en finance équitable. Il jouit ainsi d'une expérience variée dans la mise sur pied des micro entreprises, de la structuration des zones rurales, de l'intégration des populations aux politiques gouvernementales ainsi que dans la gestion du pluralisme et des divergences.

⁴¹ Noun Partners Consulting est un cabinet d'expertise spécialisé en économie sociale et solidaire ainsi qu'en finance islamique, installé dans le Noun depuis cinq ans. Il rassemble des experts de renommée internationale disposant d'une solide maîtrise du contexte local. Le Collectif Islamique pour la Recherche-Action et l'Appui au Développement (CICRAD), quant à lui, est une plateforme de dialogue entre la recherche scientifique et les collectivités territoriales.

Ensemble, ces deux structures apportent un appui technique et scientifique aux collectivités locales pour la mise en œuvre de modèles économiques innovants.

⁴² Observation issue des ateliers de co-conception réunissant chercheurs, artisans locaux et experts Fouban et Foubot en aout 2025.

⁴³ Ibidem

IV.3. Collectivités territoriales : acteurs pivots et leviers d'opérationnalisation

Les collectivités territoriales décentralisées (CTD) constituent des acteurs pivots pour l'opérationnalisation des initiatives d'économie circulaire, conformément aux orientations du Code général des CTD (Loi n°2019/024) et de l'Arrêté n°00000147/A/MINDDEVEL (2023) relatif aux comités de quartiers⁴⁴. Leur position stratégique dans l'action publique locale leur confère trois fonctions essentielles : la coordination des acteurs (artisans, coopératives, ONG, diaspora), le financement via la mobilisation du FEICOM et des dispositifs territorialisés tels que les ZGC, et la régulation, notamment par l'intégration des dynamiques d'économie circulaire dans les Plans Communaux de Développement (PCD)⁴⁵. Toutefois, les entretiens réalisés dans plusieurs municipalités mettent en avant une faible capacité de traduction de ces prérogatives en actions concrètes, comme le souligne un chef de service municipal : « *Nous ne savons pas comment traduire ces lois en actions concrètes. Nous avons besoin de formations.* »⁴⁶

L'analyse du terrain met en évidence un obstacle critique à la réussite du modèle : le déficit généralisé d'éducation financière au sein des communautés. Sur les 32 acteurs rencontrés — artisans, responsables de coopératives, leaders communautaires — 28 (87 %) reconnaissent ne pas maîtriser les principes fondamentaux de la finance islamique, tandis que 24 (75 %) déclarent éprouver des difficultés en gestion comptable simplifiée⁴⁷. Comme l'exprime le président d'un groupement féminin : « On nous parle de *mushāraka*, de *muḍāraba*, mais nous ne comprenons pas. Nous avons besoin qu'on nous explique en langue locale, avec des exemples de notre vie quotidienne. »⁴⁸ Cette lacune limite la capacité des acteurs locaux à mobiliser les ressources et à gérer efficacement les financements communautaires. L'expérience de Noun-Partners consulting dans l'accompagnement des communautés du Noun confirme ce diagnostic : l'organisation a observé que, sans un renforcement préalable des compétences, les mécanismes de partage des risques et des profits restent perçus comme abstraits ou intimidants⁴⁹. C'est pourquoi le dispositif de Boutiques des sciences en cours de mise en œuvre par le CICRAD et l'Université de Yaoundé, en collaboration avec Noun-Partners Consulting, les leaders communautaires, la MID, les artisans, les jeunes agriculteurs et les responsables de CTD, ont co-construit des modules de formation contextualisés, articulant principes religieux (*fiqh al-mu'āmalāt*), techniques de gestion et savoirs empiriques locaux. L'expérimentation conduite lors des ateliers participatifs l'a démontré : après trois sessions de quatre heures utilisant des exemples tirés de l'artisanat et de l'agriculture bamoum, 18 participants sur 20 (90 %) ont atteint une compréhension opérationnelle des mécanismes de partage des profits et de mutualisation des risques, confirmant que l'éducation financière contextualisée constitue une condition sine qua non de l'appropriation du modèle⁵⁰.

Conclusion

Cette recherche démontre que le patrimoine bamoum recèle des pratiques de circularité sophistiquées, fruits de siècles d'adaptation et d'innovation. Toutefois, leur transformation en leviers de développement durable nécessite une triple médiation : scientifique (Boutiques des sciences), épistémologique (justice cognitive) et financière (approche ascendante de la finance islamique). L'analyse révèle que la finance islamique, dans sa vision originelle fondée sur les Maqāṣid al-Sharī'a, offre un paradigme inclusif potentiellement transformateur. Cependant, son déploiement par le haut, via des produits bancaires mimant les mécanismes conventionnels, échoue à réaliser cette promesse d'inclusion et de justice socio-économique. Les données empiriques du Noun montrent que 95% des acteurs de l'économie communautaire restent exclus de l'offre bancaire islamique, reproduisant les inégalités structurelles que la charia vise précisément à combattre.

Face à ce constat, le modèle ascendant expérimenté par le Programme CIPECAM propose une alternative stratégique : construire d'abord l'écosystème financier au sein des communautés, en mobilisant les

⁴⁴ Au Cameroun, la décentralisation est conçue comme un levier majeur du développement local. Depuis les réformes institutionnelles engagées dans les années 2000, l'État transfère progressivement aux communes et régions des compétences, des ressources financières et des marges de décision pour leur permettre de gérer de manière autonome les affaires locales.

L'objectif est de rapprocher l'action publique des populations, de renforcer la participation citoyenne et d'améliorer l'efficacité des services sociaux de base. La décentralisation vise ainsi à favoriser l'émergence de territoires plus dynamiques, capables de concevoir et de mettre en œuvre leurs propres projets de développement économique, social et environnemental.

⁴⁵ Le FEICOM (Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale) est l'institution publique camerounaise chargée d'accompagner financièrement et techniquement les collectivités territoriales décentralisées.

⁴⁶ Recueillis pendant un atelier de co-conception réunissant chercheurs, artisans locaux et experts Fouban et Foubot en août 2025.

⁴⁷ Statistique issue des ateliers de co-conception réunissant chercheurs, artisans locaux et experts organisés à Fouban et Foubot en août 2025.

⁴⁸ Recueillis pendant un atelier de co-conception réunissant chercheurs, artisans locaux et experts Fouban et Foubot en août 2025.

⁴⁹ Entretien avec Abdoul Rahman FFEN, le Gestionnaire associé Noun-Partners Consulting, Fouban, 28 août 2025

⁵⁰ Statistique issue des ateliers de co-conception réunissant chercheurs, artisans locaux et experts organisés à Fouban et Foubot en août 2025.

instruments solidaires endogènes (zakat, waqf, tontines éthiques) et en créant des Zones de Garanties Communautaires. Cette base socio-économique structurée constitue ensuite un terrain fertile que les banques islamiques peuvent utiliser pour déployer leurs produits de manière véritablement inclusive, alignée sur les valeurs de la charia et efficace dans la lutte contre la pauvreté.

L'articulation entre Boutiques des sciences, valorisation des savoirs patrimoniaux et finance islamique communautaire génère ainsi un modèle intégratif capable de transformer l'économie circulaire bamoum en moteur de développement durable et de cohésion sociale. Cette approche répond simultanément aux défis locaux (chômage des jeunes, précarité, exode rural) et aux enjeux globaux de durabilité environnementale et de justice économique.

Au-delà du cas bamoum, cette étude contribue aux débats sur la décolonisation des savoirs et la nécessité de repenser les modèles de financement du développement en Afrique. Elle démontre que l'inclusion financière ne peut résulter d'une simple transplantation d'instruments exogènes mais requiert un enracinement dans les réalités socio-culturelles et économiques des territoires. La finance islamique, lorsqu'elle est construite par la base plutôt qu'imposée par le haut, retrouve sa vocation première de justice sociale et devient un outil puissant de transformation structurelle.

Les limites de cette étude incluent la courte durée du terrain (deux mois) et le caractère exploratoire de l'expérience CIPECAM, dont les résultats à long terme nécessitent un suivi longitudinal. Des recherches comparatives avec d'autres expériences africaines de finance islamique communautaire (Sénégal, Niger, Mauritanie) permettraient d'affiner le modèle et d'identifier les conditions de sa répliquabilité.

Néanmoins, les résultats offrent une base empirique et théorique solide pour l'action. Ils ouvrent un horizon où la recherche participative, la reconnaissance des savoirs locaux et la finance solidaire convergent pour construire une économie plurielle, enracinée dans le patrimoine culturel et porteuse de dignité collective. C'est dans cette articulation vertueuse entre savoirs, valeurs et instruments que réside la possibilité d'un développement véritablement endogène, inclusif et durable.

Références

1. Berkhout, F. (2020). The circular economy in Africa: Opportunities and challenges. *Journal of African Economies*, 29(4), 512-535.
2. Defourny, J., & Nyssens, M. (2013). Social innovation, social economy and social enterprise: What can the European debate tell us? In F. Moulaert et al. (Eds.), *The International Handbook on Social Innovation* (pp. 40-52). Edward Elgar.
3. Ellen MacArthur Foundation. (2019). *Circular Economy: From Linear to Circular*. <https://www.ellenmacarthurfoundation.org>
4. Fall Ould Bah, M., & Wedoud Ould Cheikh, A. (2009). Entrepreneurs moraux et réseaux financiers islamiques en Mauritanie. *Afrique contemporaine*, 3(231), 99-117.
5. Geissdoerfer, M., Savaget, P., Bocken, N. M., & Hultink, E. J. (2017). The circular economy: A new sustainability paradigm? *Journal of Cleaner Production*, 143, 757-768.
6. INS (Institut National de la Statistique). (2020). *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun*. Yaoundé.
7. Florence Péron et al (2017), *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux, pour une science ouverte juste, au service du développement durable local*, Québec, ESBC.
8. Fouapon. Alassa, (2025) *Islam et pouvoir au Cameroun postcolonial : organisations islamiques entre compromise, diplomatie et concurrence dans l'arène du développement*, Yaoundé, Editions Homo-Minerve.
9. Kirchherr, J., Reike, D., & Hekkert, M. (2017). Conceptualizing the circular economy. *Resources, Conservation and Recycling*, 127, 221-232.
10. Le Crosnier, H. (2016). *Les boutiques des sciences et la démocratie des savoirs*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
11. Lewandowski, M. (2014). Science shops: Concept and roles in society. *Journal of Science Communication*, 13(2), 1-8.
12. Mbaye, S. (2019). Économie circulaire et traditions africaines. *Revue Afrique Contemporaine*, 269(1), 45-63.
13. Mulder, H. A., During, R., & Kersten, P. H. (2001). *Science Shops as University-Community Interfaces: Empirical Experiences*. Bonn University Press.
14. Ndayizigamiye, P., & Shava, S. (2022). Indigenous knowledge and circular economy practices in Africa. *African Journal of Science, Technology, Innovation and Development*, 14(3), 567-580.
15. Ndèye Marie Lette et Diouara Abou Abdallah Malick, (2024), « L'économie circulaire au Sénégal : appropriation des principes par les pouvoirs publics et mise en relation avec les pratiques endogènes », *revue internationale en sciences de l'environnement*, 24-3, p.6.

16. Obaidullah, M. (2008). *Introduction to Islamic Microfinance*. Islamic Development Bank.
17. Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (4e éd.). Armand Colin.
18. Piron, F. (2019). Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 17. <https://doi.org/10.4000/rfsic.6548>
19. Reason, P., & Bradbury, H. (Eds.). (2008). *The Sage Handbook of Action Research: Participative Inquiry and Practice* (2e éd.). Sage Publications.
20. République du Cameroun. (2002). Règlement CEMAC n°04/22/CEMAC/UMAC/COBAC du 09 novembre 2002 relatif aux établissements de crédit.
21. République du Cameroun. (2019). Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées.
22. République du Cameroun. (2023). Loi n°2023/006 du 25 juillet 2023 portant organisation de l'économie sociale et solidaire.
23. République du Cameroun. (2023). Arrêté n°00000147/A/MINDDEVEL du 19 juillet 2023 fixant les modalités de création et de fonctionnement des comités de quartiers et de villages.
24. Santos, B. de S. (2007). *Another Knowledge Is Possible: Beyond Northern Epistemologies*. Verso.
25. Santos, B. de S. (2014). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*. Paradigm Publishers.
26. Usmani, M. T. (2002). *An Introduction to Islamic Finance*. Maktaba Ma'ariful Qur'an.
27. Warnier, J.-P. (1993). *L'esprit d'entreprise au Cameroun*. Karthala.
28. Youenyouene, A. (2010). *Genèse, stratégies et perspectives : constat, motivation et bilan du BaitoulMaal islamique*. Document inédit.